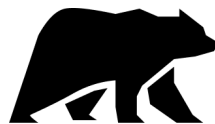


L'ours
hors-série



recherche
socialiste

№ 94-95

janvier-juin 2021

Le dossier

Socialisme : des mots et des idées

Identité

Que reste-t-il de
l'identité socialiste
des origines ?

Travail

Remettre le
travail au cœur
de la gauche

Avenir

« Notre travail est
toujours de
"changer la vie" »

Alain Bergounioux, Maurice Braud, Noëlline Castagnez, Bernard Cazeneuve, Frédéric Cépède, Jean-Paul Delahaye, Arthur Delaporte, Claude Didry, François Dubet, Arnaud Dupin, Timothée Duverger, Olivier Faure, Imail Ferhat, Théodore Gempp, Camille Grousselas, Florent Le Bot, Denis Lefebvre, Milo Lévy-Bruhl, Paul Magnette, Thierry Mandon, Jean-Louis Panné, Philippe Quéré, Laurence Rossignol, Valérie Rabault, Maria Joao Rodrigues, Luc Rouban, Christophe Sente, Isabelle This-Saint-Jean, Boris Vallaud

Sommaire

Présentation	5
🔗 Dossier : Socialisme : des mots et des idées	
Avant-propos – Pourquoi un projet ?	
Alain Bergounioux.....	7
Identité	
Que reste-t-il de l'identité socialiste des origines ?	
Noëlline Castagnez	15
Quand l'arbre cache l'effondrement de la forêt	
Milo Lévy-Bruhl	23
Laïcité	
Les socialistes et la laïcité, entre attachement et désunion ?	
Ismail Ferhat	31
« L'universalisme est ce qui permet à des êtres différents de vivre ensemble, en vertu d'une valeur de tolérance, qui porte le beau nom de laïcité. »	
Entretien avec Bernard Cazeneuve.....	40
Travail	
Le travail déplacé, le travail intensifié	
Florent Le Bot	47
Remettre le travail au cœur de la gauche	
Claude Didry.....	54
« On manque d'emploi, mais on ne manque pas de travail »	
Entretien avec Boris Vallaud	61
Égalité	
L'école et les inégalités, une fatalité ?	
Jean-Paul Delahaye.....	71
Les impasses de la méritocratie	
François Dubet	79
De la promesse d'égalité à la lutte contre les inégalités	
Entretien avec Laurence Rossignol.....	87
État	
Quelle perspective pour les fonctions publiques ?	
Luc Rouban.....	96

« Il faut introduire de la civilité dans la fabrique de la décision »	
Entretien avec Thierry Mandon	104
Souveraineté	
Vers une réactivation du virus de la politique ?	
Valérie Rabault	113
« L'Europe a besoin de plus d'“autonomie stratégique” »	
Entretien avec Maria Joao Rodrigues	118
Avenir	
L'avenir d'un projet social-écologique	
Timothée Duverger et Christophe Sente.....	127
Une « Grande transformation »	
Isabelle This-Saint-Jean et Arthur Delaporte	137
« Nous devons construire une réflexion sociologique, qui doit nourrir la réflexion sur l'orientation et la stratégie »	
Entretien avec Paul Magnette.....	145
« Notre travail est toujours de “changer la vie”... »	
Entretien avec Olivier Faure.....	155

🔗 Lectures

L'esprit de la démocratie peut-il s'incarner dans des institutions ? (à propos de <i>La sauvegarde du Peuple</i> , Edwy Plenel)	
Philippe Quéré.....	165
Les racines historico-politiques et théoriques du fédéralisme et son enjeu actuel (à propos de <i>La théorie fédéraliste</i> , Lucio Levi)	
Camille Grousselas.....	175

🔗 Histoire : 1871-2021 : Commune de Paris

Le dernier jour de la Commune de Paris	
Théodore Gemppe et Jean-Louis Panné	185

🔗 In memoriam

Michel Berson, Jean-Claude Bois, Charles Depoorter, Paulette Guinchard, Paul Loridant, Gilbert Moreux, Jacques Villedary.....	193
---	-----

« L'Europe a besoin de plus d' "autonomie stratégique" . »

Entretien réalisé le 27 avril 2021
par Alain Bergounioux et Maurice Braud,

Depuis plus d'un an, la pandémie de Covid 19 perturbe toutes les sociétés, et notamment les sociétés européennes. L'Europe a été critiquée par les populistes de tous bords pour sa lourdeur, sa bureaucratie dans le traitement de la pandémie, alors que ses compétences en matière de santé sont limitées.

Présidente de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), Maria Joao Rodrigues a soutenu une thèse de doctorat en économie du travail à l'université de Paris 1. Elle a mené une carrière politique au Portugal où elle a été ministre de l'Emploi (1995-2000) dans le gouvernement du socialiste Antonio Guterres. Elle a conduit plusieurs missions dans les institutions européennes y compris pour la présidence de l'UE. Parlementaire européenne depuis 2014, membre du groupe S & D, elle a été vice-présidente du Parlement européen. Elle a succédé en 2017 à Massimo d'Alema à la direction de la FEPS. Cette fondation est liée au Parti des socialistes européens (PSE) dont elle nourrit les débats de ses travaux et recherches. Elle coordonne actuellement un travail de réflexion sur l'avenir de l'Europe pour présenter des propositions. Un livre collectif vient d'être publié dans ce cadre : *Our European Future* : <https://www.fepeurope.eu/resources/publications/797-our-european-future.html>

Ces questions de santé touchent à la protection des citoyens européens, très sensibles sur ce point. Malgré le peu de recul dont on dispose, quel est l'impact majeur du Covid sur la politique européenne ? Qu'a-t-elle appris sur les difficultés rencontrées ?

MARIA JOAO RODRIGUES : La crise du Covid a effectivement montré les lacunes du projet européen sur le volet santé. Car face à une pandémie, il est indispensable d'avoir une action coordonnée. La pandémie ne sera derrière nous qu'à partir du moment où des défenses auront été dressées partout en Europe, et dans le monde.

En l'occurrence, l'UE a donc manqué d'outils et de coordination.

D'abord, côté recherche, pour produire un vaccin, il a fallu réunir des capacités. Une sorte de miracle s'est produit avec la fabrication très rapide de vaccins efficaces. Mais, on le constate quotidiennement, face aux nouveaux variants, il faut mettre au point un système de mise à jour de ces vaccins, et pouvoir les tester. Sans oublier de tirer les leçons à chaque étape. Cette capacité logistique est encore très loin de nos besoins. L'Europe dispose d'agences – l'Agence européenne du médicament, le Centre européen de contrôle des maladies – mais il y a de vrais problèmes de coordination entre les États membres. Il faudrait donc des compétences européennes plus fortes pour garantir une bonne coordination.

On a également besoin de mieux organiser la capacité de production de vaccins. L'industrie européenne doit être renforcée dans ce secteur, car l'Europe doit évidemment répondre aux besoins de protection de ses citoyens, mais elle ne peut pas se fermer sur elle-même. Elle doit coopérer avec le reste du monde et exporter des vaccins. Cela relève de la politique industrielle de l'EU.

Il est également nécessaire de renforcer les capacités d'accueil des systèmes de santé dans l'Union car face aux niveaux très élevés de la vague du virus, les États membres ont vu leurs services de santé saturés et parfois au bord de l'explosion. Sans oublier la question de la gestion des ressources humaines, pour éviter par exemple que les personnels de santé des pays de l'Est partent vers des pays plus riches pour avoir de meilleurs salaires, et mettent en péril la santé de leurs concitoyens.

Les traités européens accordent des compétences encore trop faibles à

l'UE dans le domaine de la santé. C'est pourquoi nous menons une discussion sur les moyens de bâtir une véritable UE de la santé. Ce qui pourra impliquer un changement dans le traité pour que cela soit possible. Il me semble que ce point est à l'ordre du jour.

Tu évoques la question des coordinations, mais pas la question d'actions spécifiques de l'UE. Qu'en est-il d'une action d'impulsion de l'Europe ? Sur la partie déjà préfédérale de l'Union n'y a-t-il pas quelque chose à faire ?

Dans certaines politiques sectorielles, les compétences de l'UE sont trop contraintes. C'est très clairement le cas dans la politique de santé, dans celles de l'éducation et de la politique industrielle.

Compte tenu des premières leçons de la pandémie, et de la nouvelle donne internationale, l'Europe se rend compte qu'elle doit se donner les moyens de renforcer ce que l'on appelle son « autonomie stratégique » pour assurer des fonctions qui, de fait, sont vitales pour la survie de nos sociétés. On ne peut pas être dépendant de l'extérieur pour des questions aussi « existentielles ». Le débat sur la santé s'inscrit donc désormais dans un débat plus vaste pour identifier les domaines relevant de cette « autonomie stratégique ».

Mais il ne s'agit évidemment pas de prôner une « Europe bunker », refermée sur elle-même. Il n'est pas question de promouvoir je ne sais quel nationalisme européen qui serait une mauvaise voie. Il faut être autosuffisant, et dans le même temps rester engagé dans la coopération internationale et dans la relance du système multilatéral. Je suis toujours en contact étroit avec António Guterres, secrétaire général de l'ONU, sur ce dernier point sur lequel la FEPS vient de produire un rapport¹. La crise du Covid peut être un levier pour relancer la coopération internationale.

Le président Macron en 2017 avait lui avancé l'idée de « souveraineté européenne ». Cette notion te paraît-elle perspicace, réaliste compte tenu de la diversité des États qui composent l'UE et de leurs approches différentes de la souveraineté ? Dans la mesure où ce sont les États qui sont au fondement de

l'Union, parler de souveraineté peut brouiller les choses. Certes, les États concèdent une part de leur souveraineté à l'Europe pour mener des politiques communes, démarche historique de l'Europe, mais que pensez-vous d'aller au-delà ?

Pour le moment, dans le langage officiel de l'UE, nous utilisons l'expression « autonomie stratégique », en ajoutant parfois « ouverte » pour bien souligner qu'il ne s'agit pas d'un repli.

Quels sont les domaines où l'autonomie stratégique est indispensable ?

La défense : on a besoin d'une capacité de défense européenne spécifique en connexion avec l'OTAN.

La politique commerciale : il faut que l'UE soit très exigeante pour introduire dans tous les accords commerciaux, bilatéraux, multilatéraux, nos objectifs en matière environnementale, sociale, technologique. C'est un des leviers les plus importants dont l'UE dispose pour engager une convergence vers le haut.

La politique industrielle : j'en ai déjà parlé à propos de la question de la recherche, bien illustrée par la pandémie. Dans le domaine environnemental, et celui d'une agence climatique, le moment est crucial. On va voir si on a la masse critique pour aller de l'avant sur l'accord de Paris. L'Europe vient d'approuver sa loi climatique, ce qui est un pas historique. D'autres grands pôles internationaux augmentent leurs ambitions comme les États-Unis, la Chine, mais l'Europe reste encore la plus avancée dans ce domaine.

Le numérique : sur ce point, le retard de l'UE pose d'importants problèmes. Face aux capacités développées par les États-Unis et la Chine, l'Europe doit effectuer un véritable sursaut sur la maîtrise de la révolution numérique. Si on ne rattrape pas notre retard, on va perdre sur tous les fronts : politique industrielle, recherche, éducation, développement des services dans tous les secteurs... avec des répercussions sur les créations d'emplois, les conditions de travail. Pour le moment, toutes les normes sont dans les mains des GAFAM. Nous, Européens, nous devons avoir des alternatives. Il faut que l'on régule les GAFAM qui ne peuvent plus utiliser le marché intérieur européen sans contrepartie. Ils font des super-profits durant la pandémie avec le développement du télétravail,

¹ – Renewing multilateralism for the 21st Century: <https://www.feps-europe.eu/resources/publications/750-renewing-multilateralism-for-the-21st-century.html>

l'utilisation par les écoles des plateformes, avec les livraisons à domicile, etc. Ne les diabolisons cependant pas, ils jouent aussi un rôle positif, mais ils doivent respecter nos valeurs et les règles européennes et il faut créer des alternatives, en partant des services publics. Ce domaine illustre parfaitement pourquoi l'Europe a besoin de plus d'« autonomie stratégique ».

Observons notre monde actuel. Il est encore plus multipolaire, et l'on assiste à une concurrence accrue entre les États-Unis et la Chine pour le leadership mondial. Alors quelle doit être la position de l'Europe face à ces deux pays ?

La victoire du président Biden est une très bonne nouvelle, pour les États-Unis, l'Europe et le monde. Les cent premiers jours de sa mandature montrent un changement de direction dans plusieurs domaines : climat, combat contre la pandémie, relance économique avec un volet social, réforme fiscale... Ces évolutions sont positives pour les positions progressistes dans le monde.

S'agissant de la Chine, n'ayons pas d'illusion, le passage à l'économie de marché ne débouchera pas sur un régime démocratique et le pluralisme partidaire ! J'ai toujours pensé que la Chine était en train de bâtir un système spécifique qui s'inscrit à la fois dans sa tradition historique – mandarinat, l'Empire du milieu –, renforcée par le Parti unique. Le Parti communisme chinois fait fonction d'État stratégique. La Chine ne recherche pas la conquête mais l'influence, voire la vassalisation. Ces aspects restent très forts dans la culture politique chinoise. Cet immense pays tire partie d'un système bancaire et financier très puissant, de très grandes entreprises publiques, combinées à des entreprises privées, encadrées, mais avec une stratégie assez intelligente pour opérer des transferts de technologie à partir des entreprises occidentales. La Chine a franchi les étapes de son développement en très peu de temps, réduisant de manière importante la pauvreté, faisant émerger une classe moyenne, en créant une protection sociale (santé, pension, protection contre le chômage...). Avec le président Xi Jinping, le côté autoritaire de l'État se renforce. Sur le respect des droits fondamentaux, des droits de l'homme, l'Europe doit rester ferme et en position critique.

S'agissant des rapports Europe-Chine, il faut combiner deux ap-

proches. L'approche critique, sur les points que je signalais (droits fondamentaux, droits de la personne humaine...), en appelant la Chine à opérer dans le cadre multilatéral qu'elle soutient, mais dont elle fait un usage parfois sélectif. L'approche coopérative, quand c'est nécessaire et possible notamment dans le domaine du climat, ce pays étant décisif pour la maîtrise du changement climatique. La Chine s'est engagée dans un effort remarquable pour changer réellement son économie, convertir ses industries, réduire ses émissions de carbone.

Mais, disons le clairement, pour développer la gouvernance mondiale dont on a besoin, que les Américains et les Européens aillent dans le même sens est nécessaire mais ce n'est pas suffisant. Il faut impliquer beaucoup d'autres forces, sur tous les continents, qui poussent dans la même direction. L'UE doit travailler avec le Mercosur, avec Asia-Pacific, avec l'Union africaine, mais aussi avec les ONG, les mouvements de citoyens, etc. C'est la seule manière de répondre aux grands défis mondiaux. L'Europe devrait jouer un rôle clé dans la gouvernance mondiale.

Dans l'économie mondialisée actuelle, il y a des intérêts communs, et une rivalité. Les Européens apparaissent divisés par rapport à la Chine – où l'Allemagne par exemple a des marchés importants –, à la Russie, et ils peinent à définir une politique étrangère commune. Il y a beaucoup de puissances dans le monde d'aujourd'hui qui ne veulent pas de l'unité de l'Europe, qui font tout pour la diviser et qui ne cherchent le contact qu'avec les États européens.

Je suis bien d'accord avec les risques que tu viens de décrire. On est entouré de grandes puissances qui ne veulent pas une Europe forte et unie. La Russie, évidemment, qui mène une politique explicite dans ce sens. La Chine le fait de manière plus subtile, même si officiellement elle se déclare en faveur d'une Europe unie. Mais elle a des leviers puissants commerciaux, technologiques, numériques pour attirer des vassalités et organiser son influence.

Tout cela montre pourquoi l'UE doit mener un débat interne ambitieux sur son avenir.

Avec le Brexit, l'UE est en train de redessiner ses frontières. Elle doit s'interroger sur elle-même, et sur la manière dont elle entend se mettre en rapport avec ses pays partenaires voisins.

À cause de la crise du Covid, l'UE a pu prendre une décision sur un domaine qui la bloquait depuis longtemps, en renforçant sa capacité budgétaire pour soutenir les États membres avec des programmes financés pour la première fois avec l'émission de dette au niveau européen. C'est un saut historique, dont il faut souligner toute l'importance. Nous, socialistes et sociaux-démocrates, l'avions demandé sans succès à plusieurs reprises, comme durant la crise de la zone euro en 2008. La crise covid qui a touché tous les pays membres dont l'Allemagne a créé les conditions de ce saut.

Si l'Europe peut compter sur une capacité budgétaire renforcée, financée par l'émission de dette européenne laquelle est soutenue par des impôts de nature européenne, coordonnés au niveau européen, on a là l'embryon de la nouvelle phase du projet européen. Elle devrait permettre de financer deux choses :

tout d'abord, l'action extérieure européenne, la capacité de défense, de coopérer avec le reste du monde notamment avec l'Afrique où l'Europe doit avoir une action conjointe beaucoup plus forte, et également une politique industrielle ;

et ensuite la création d'un socle social européen. Les citoyens européens, quels que soient le pays, la région, le secteur où ils habitent, le type d'emploi qu'ils occupent, doivent pouvoir s'appuyer sur un socle de droits sociaux qui leur donne accès à un emploi de qualité, à des salaires décents, à la protection sociale, au droit à la formation tout au long de la vie...

L'amélioration des conditions de travail c'est une question qui ne concerne pas seulement les travailleurs européens, mais l'ensemble des citoyens européens : c'est une nouvelle approche de la politique. D'où le concept de « citoyenneté européenne », introduit dans le traité de Maastricht, mais avec un contenu limité à la libre circulation des personnes et aux droits politiques fondamentaux, mais sans contenu social : c'est ce volet que depuis nous avons développé.

La crise Covid a poussé à la mise en place d'un nouvel instrument financier appelé SURE (soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence) : si un citoyen est en risque de perdre son emploi, l'Europe peut aider l'État membre à préserver cet emploi viable en lui accordant un prêt.

L'accord sur l'émission de dette européenne est un pas majeur. Mais on voit bien les résistances dans certains pays. En France, le ministre de l'Économie et des Finances a présenté un document selon lequel il entend revenir à l'équilibre budgétaire. Pour quelques groupes politiques conservateurs il y a la volonté de revenir à la situation précédente, rester dans le cadre de Maastricht. Comment vois-tu s'organiser les choses durablement avec les forces que tu viens de décrire ? Comment activer une démarche plus progressiste en terme d'investissement européen ?

Dans l'immédiat, il faut atténuer l'impact de la crise économique et sociale puisque de nombreuses entreprises souffrent et certaines vont disparaître. Seule cette capacité budgétaire permettra d'amortir ce choc, au niveau national et européen combinés, sinon on n'aura pas la force de frappe nécessaire. Il suffit de regarder ce qui se passe aux États-Unis où l'impulsion budgétaire est nettement supérieure.

L'autre raison pour laquelle il faut renforcer la capacité budgétaire au niveau européen et national c'est que le monde post-Covid ne peut pas être le monde d'avant. Il faut au contraire utiliser les réponses à cette crise pour mener une grande transformation de nos économies et de nos sociétés et faire face aux grands défis de long terme, écologique, climatique et numérique. Il faut le faire si on veut avoir une approche progressiste, en réduisant les risques d'inégalités sociales nationales et régionales. Ce qui demande des moyens puissants.

On a une vraie opportunité. Les nouvelles technologies peuvent améliorer la façon dont nos sociétés sont organisées. À la ville comme à la campagne, dans l'habitat, les transports, il est possible de promouvoir des options moins consommatrices en carbone. Dans ce qu'on appelle les « plans de récupérations », il faut lancer de grands programmes, des investissements publics et privés de grande échelle pour non pas récupérer, le mot est mal choisi, mais reconstruire nos sociétés et nos économies avec cette nouvelle vision d'avenir, qui pourra aussi créer des emplois. C'est avec cette ambition qu'il faut préparer ces plans nationaux. Et dans ce cadre, il serait dramatique d'imposer le pacte de stabilité croissance tel qu'il est. Ce pacte a été dessiné dans un contexte complètement différent. Il est important d'avoir des budgets équilibrés sur le long terme, mais en aucun cas on ne doit sacrifier des investisse-

ments d'avenir qui sont la solution pour garantir la croissance et le développement d'avenir et des emplois pour les nouvelles générations. Les jeunes d'aujourd'hui font partie d'une génération scarifiée, doublement pénalisés. Ils sont sortis de la crise de la zone euro il y a peu de temps pour subir la pandémie.

Il y a une opportunité pour une politique progressiste. Mais on voit bien en Europe que les socialistes ont eu de la peine à trouver une voie dans la mondialisation libérale, ils se sont divisés au moment du blairisme, de la troisième voie. Quel est votre diagnostic sur l'état sur socialisme européen, et les points fondamentaux qui lui permettrait un redressement ?

Il faut tourner la page du débat sur la Troisième voie. La crise de 2008 l'a montré, cette école de pensée n'était pas préparée pour faire face à une crise dont l'épicentre était le système financier et tout le système économique dominé par la finance. Cette crise a porté un coup à l'agenda néolibéral dominant, mais aussi à une école influente parmi les socialistes européens.

Dans la nouvelle phase où nous sommes, il y a toujours un cadre mondial avec son mode de relations qu'il faut suivre et influencer. Mais il a besoin de régulation, appuyée sur nos valeurs. Il faut donc bâtir d'autres niveaux d'intervention politique allant au-delà du national. C'est pourquoi l'intégration européenne peut être un projet très important pour les progressistes dans le monde. Le niveau national de régulation n'est plus adapté, il faut le niveau européen, puis mondial.

Si les socialistes veulent être à la hauteur de la situation, il faut qu'ils se donnent la capacité de réguler tous les marchés, notamment celui qui découle de l'économie numérique, qu'ils renforcent la capacité d'action européenne. Ce n'est pas possible d'être socialiste sans être profondément européen et internationaliste. 